

**Une publication du Laboratoire Gouvernance et Développement
de l'Institut d'Études Politiques Madagascar**



Institut d'études politiques Madagascar

Colloque

« Mettre fin à la fragilité - Construire le présent à partir du futur »

Synthèse des actes et conclusions

Carlton – Antananarivo - 16 au 18 Juin 2014

Sommaire

Chapitre 1 Communications et Interventions	3
Introduction de Solofo Randrianja	3
Intervention de Erick Rabemananoro - « Problématique des crises récurrentes à Madagascar »....	3
Intervention de Ketakandriana Rafitoson - « La voix du peuple, que pense la population des crises récurrentes »	4
Intervention de Alexandre Marc - « Facteurs de fragilité et pistes de solution, l'expérience internationale »	5
Intervention de Solofo Randrianja - «Violence Politique à Madagascar, approche historique »	6
Intervention de Christiane Rafidinarivo - « Analyse Politique des Crises »	7
Intervention de Désiré Razafindrazaka - « Crises à Madagascar et leurs déterminants : les leçons des enquêtes Afrobaromètre »	8
Intervention de Francis Rajaobelina - « Réduire le sous emploi et le chômage urbain pour éviter la vulnérabilité face aux sollicitations politiques »	10
Intervention de Sahondra Rabenarivo - « Pistes pour faire avancer l'Etat de Droit »	11
Intervention Lolona RAZAFINDRALAMABO- « Ressorts de résilience de la société malgache contemporaine »	12
Intervention de Roger Mahazoasy - « Renforcer la Politique Publique de Décentralisation et la gouvernance locale comme solution aux crises récurrentes »	13
Intervention de Juvence Ramasy - « Les forces armées sont elles garantes de la stabilité politique et démocratique ?»	14
Intervention de Ralison Andriamandranto - « Comment utiliser la Communication pour renforcer la stabilité politique».....	16
Intervention de Serge Zafimahova - « Démystifier la réconciliation Nationale »	17
Intervention d'Olivier Donat Andriamahefaparany - « Leadership public et Gestion du changement: État fort ou État intelligent ? »	19
Chapitre 2 Conclusions et propositions des Ateliers.....	20
Atelier 1	20
Atelier 2	21
Atelier 3	22

Chapitre 1 Communications et Interventions

Introduction de Solofo Randrianja

1. « Comment se fait-il que tant d'hommes endurent un système qui n'a de puissance que celle qu'ils lui donnent ? » Au regard de ce questionnement émis au XVI^{ème} par La Boétie dans le Discours de la Servitude Volontaire, et face à un constat de blocage global du système, il est nécessaire de « quitter le mur des lamentations », de prendre de la distance, mais aussi de ne pas s'attacher à des modèles paresseusement calqués. Il faut faire un saut qualitatif. Comment le faire ?
2. La situation malgache est caractérisée par le modèle de « l'équilibre du prisonnier ». Selon ce modèle qui éclaire la stratégie des acteurs face au bien public, un individu qui n'est pas certain que les autres membres son groupe se mettront un jour à collaborer jugera qu'il à intérêt, d'un point de vue individuel, à ne pas collaborer lui-même. **La stratégie dominante est donc une stratégie d'individualisme forcené**, dont on ne peut sortir que si le citoyen reprend confiance en un Etat capable d'imposer les décisions pour le bien collectif.
3. Les rivalités et les luttes politico-économiques qui se jouent entre une poignée d'individus impactent de manière récurrente et de façon violente des populations ignorées que l'on condamne à la souffrance, à et à l'insécurité.

Intervention de Erick Rabemananoro - « Problématique des crises récurrentes à Madagascar »

4. Si la Charte Africaine de la Démocratie veut « Promouvoir et renforcer l'adhésion au principe de l'Etat de droit fondé sur le respect et la suprématie de la Constitution et de l'ordre constitutionnel dans l'organisation politique des Etats parties » et « **Promouvoir la tenue régulière d'élections transparentes, libres et justes afin d'institutionnaliser une autorité et un gouvernement légitimes** ainsi que les changements démocratiques de gouvernement » **l'alternance par voie de crise semble être la règle.**
5. Cette alternance par voie de crise est par ailleurs caractérisée par une **forte volatilité de la démocratie électorale** : Tsiranana réélu avec 99,78% des voix est renversé en Mai 1972. Ratsiraka réélu au 1^{er} tour en 1989, est forcé de partager le pouvoir après la crise de 1991. Zafy élu en 1993 avec 66% des voix est empêché en 1996 par une Assemblée qui lui était acquise. Ratsiraka conforté par des élections sénatoriales et provinciales en 2001, est renversé lors de la crise des présidentielles de la même année. Marc Ravalomanana élu au premier tour en 2006 et théoriquement affermi par un référendum à 75% en 2007 est balayé par la crise de 2009. On peut ainsi s'interroger : **la démocratie électorale à l'occidentale est elle adaptée à culture politique des malgaches ?**
6. Une instrumentalisation systématique des concepts, de la force armée, de la justice, de la religion fait le lit de ces crises. La notion de peuple est largement détournée. Les crises se font dans la capitale, sur la place du 13 Mai. En hypothèse haute, cette place accueillerait au maximum 250 000 personnes et, en hypothèse basse, 35 000 personnes. Les renversements de pouvoir seraient donc le fait de 0,5% à 3,2% du corps électoral.
7. Les violences contre les biens, la détérioration globale de la gouvernance, la violence contre les personnes font que la capacité de résistance du pays, sa capacité de résilience et de reconstruction, se dégrade toujours plus à chaque crise brutale. La fréquence des crises s'accélère, leur durée s'allonge.
8. Un coup d'Etat fait en moyenne chuter le taux de croissance économique à -1,3% Le résultat de la dernière crise malgache est dramatique : 336000 emplois directs perdus, 500 000 enfants déscolarisés, augmentation de 10 points du taux de pauvreté entre 2005 et 2010. s tiendrait qui en hypothèse basse

Intervention de Ketakandriana Rafitoson - « La voix du peuple, que pense la population des crises récurrentes »

9. Une enquête menée par l'association Liberty 321, menée dans 7 zones d'intervention (Analamanga, Atsimo Atsinana, Diana, Atsimo, Atsimo Andrefana, Menabe, Haut Matsiatra) sur un panel représentatif (citoyens, ONGs, secteur privé, administration) sur la perception des crises récurrentes par le public classe dans l'ordre les facteurs suivants : 1) l'égoïsme et l'avidité des acteurs, 2) la corruption, 3) les conflits politiques, 4) l'Etat non souverain, 5) l'influence de l'étranger
10. Pour le panel, selon ce questionnaire, si l'origine de ces crises récurrentes à la violence avérée remonte à la période 1972-75, la plus dévastatrice aura été celle de 2009 pour la durée de sa transition qui aura eu pour corollaire le développement de clivages politiques profonds, l'installation d'une insécurité grandissante, la paupérisation de la population.
11. Quant à la **perception de l'efficacité des médiateurs dans la sortie de crise**, si 31,9 % des sondés ne se prononcent pas ou ne répondent pas, en termes de recueil de l'assentiment et de la confiance des sondés, **les parties politiques et les médiateurs nationaux ne se situent qu'au 5^{ème} et au 6^{ème} rang**, derrière les médiateurs. L'arme économique dont disposent les partenaires techniques et financiers fait d'eux les médiateurs les plus efficaces. Les corps religieux, les sages (sojabe et autres) sont des médiateurs permanents.
12. La Société Civile est perçue comme maillon faible dans ces processus de médiation de sortie de crise.
13. A la question « **Les élections ont-elles marqué la fin de la crise ?** », **65 % des sondés répondent « NON** » en percevant d'abord un processus électoral défaillant (factice, mal organisé, imposé, frauduleux), des tensions politiques persistantes, une insécurité élevée, des institutions instables, et une absence de changement concret. La persistance des mauvaises pratiques politiques et de l'égoïsme des dirigeants et des élus, le risque d'absence d'opposition, la possibilité d'explosion de l'Assemblée Nationale sont perçus comme des marqueurs de la persistance de la crise.
14. 35% des sondés estiment toutefois que le retour des bailleurs et la reprise de l'aide extérieure, le retour à l'ordre constitutionnel, la reconnaissance internationale et l'expression retrouvée de la voix du peuple signifient la fin de la crise.
15. **42,5% des personnes sondées estiment que le pays va vivre sous moins de trois ans une nouvelle crise**. Les facteurs d'accélération en seraient : la déception et la lassitude populaire, les égoïsmes et les abus de pouvoir, l'incompétence et l'avidité des politiciens, l'ingérence étrangère, l'insécurité grandissante et persistante, les carences institutionnelles, la détérioration de la situation sociale, l'appauvrissement de la population par les dirigeants.
16. Le rôle des médias est perçu différemment selon que les sondés aient été interpellés sur les Forums ou non. Une majorité semble considérer que les médias, dont les chroniques politiques font fi de la moindre rigueur journalistique, sont des institutions de propagande, incitatrices à la violence verbale comme physique, au service d'intérêts partisans des politiciens.
17. Sur la défaillance de l'Etat de Droit, les principales raisons invoquées par les sondés sont dans l'ordre la Corruption (28%), le Népotisme (18%), l'Assujettissement et la partialité de la Justice (17%), la Méconnaissance des lois. et la défaillance de la Société Civile.
18. Sur la nécessité d'une révision de la constitution, si 26,9% des sondés ne se prononcent pas, 44,7% des réponses s'énoncent en faveur d'une révision en arguant d'une part que le référendum de 2010, sur une constitution considérée bâtie pour favoriser les dirigeants, avait été forcé sans consultation préalable et, d'autre part, que le flou dans l'interprétation des articles laisse du champ aux politiciens pour défendre leurs avantages. 28,4% des sondés considèrent toutefois qu'une révision serait inutile : il s'agirait d'une perte d'argent et de temps et l'enjeu serait d'appliquer plutôt que de réviser.
19. Les solutions préconisées par les sondés pour lutter contre la récurrence des crises sont 1) le retour vers l'appropriation des valeurs malgaches, la cohésion nationale, la moralisation de la vie politique 2) la lutte contre l'insécurité et la corruption 3) l'ami en place d'un programme de développement soutenant l'emploi et prenant en compte le monde paysan et le monde de l'entreprise privée.
20. *Echanges : Pacifier les tensions politiques existantes, investir dans la jeunesse et dans l'éducation, éradiquer la corruption et les pratiques politiques décevantes, réduire les manipulations politiques et moraliser la vie politique,*

¹ Ketakandriana Rafitoson, Liberty 32.

mettre en place une véritable force d'opposition, faire évoluer les médias vers plus de sincérité dans l'information et moins de manipulation, regagner la confiance du peuple sont les axes à développer.

Intervention de Alexandre Marc - « Facteurs de fragilité et pistes de solution, l'expérience internationale »

21. L'accroissement de la fragilité est caractérisé par la combinaison d'un stress interne et externe associé à des institutions faibles. Les trappes de fragilité se déclenchent quand après un nouveau Pacte Politique supposé en finir avec les crises, les promesses non concrétisées et les signaux ambigus font fuir les investissements, déclenchant un nouveau stress et, de fait, aboutissent à une nouvelle crise qui, elle-même, exigera un nouveau Pacte Politique ... et ainsi de suite ...
22. Sortir des situations de fragilité n'est toutefois pas un processus linéaire. Le passage d'une situation de violence et fragilité à un état de sécurité des citoyens, de justice, de développement et d'emploi reflète des cycles successifs de « Stress / transformation des institutions (avec un support extérieur) / Restauration de la confiance / Stress ». La transformation des institutions et la restauration de la confiance devraient s'établir progressivement au fil des cycles de crise, pour peu qu'on ne tombe pas dans des trappes de fragilité. Le renforcement progressif des institutions est donc essentiel.
23. A Madagascar, comme ailleurs - parce que Madagascar n'est pas isolée dans ce cercle vicieux de la fragilité - la fragilité ne se résume pas à la seule fragilité de l'Etat : les dynamiques sociales sont elle mêmes fragiles. Le Renforcement de la légitimité de l'Etat par un renforcement des institutions exige la fixation de règles du jeu, de normes, de comportements collectifs permettant une action collective positive.
24. Les institutions étatiques sont fondamentales mais elles doivent être Légitimes, doivent exprimer l'autorité et avoir des capacités suffisantes. Commencer par les capacités sans avoir établi la légitimité et sans l'autorité ne peut mener très loin. Les capacités sont une condition nécessaire mais pas suffisante
25. L'Etat exprime sa légitimité essentiellement au niveau local, dans sa relation au jour le jour avec la population: La qualité de la gouvernance locale est donc fondamentale pour sortir des situations de fragilité.
26. La transformation des institutions est un processus à envisager dans le temps long. A partir de l'initialisation d'un processus de changement, il faut de 12 à 20 ans pour atteindre des niveaux de qualité satisfaisants de l'Administration, 14 à 27 ans pour vaincre la corruption, de 10 à 17 ans pour rebâtir la sécurité et les capacités politiques, 13 à 36 ans pour asseoir l'efficacité du gouvernement.
27. La reconstruction de l'Etat ne peut pas se focaliser sur la forme mais doit se focaliser sur la fonction, dans un système où les formes ne doivent d'établir qu'une fois que les fonctions éclaircies. Les fonctions évoluant, les formes doivent être adaptables.
28. Pour sortir de la fragilité, l'Etat ne peut se construire qu'en symbiose avec les autres institutions : la Société Civile, les Autorités Traditionnelles, les Institutions qui lient les élites entre elles, les institutions économiques et sociales, les institutions de gouvernance locales.
29. Pour que l'Etat ait une chance d'acquérir sa légitimité, il faut éviter la concentration du débat politique dans la capitale. La gouvernance locale est fondamentale. Les luttes de pouvoir devraient s'exprimer pleinement au niveau local, là où les forces politiques locales pourront foncièrement jouer leur rôle.
30. La fragilité et ses cercles vicieux sont par ailleurs caractérisés par une capture des institutions, quand elles sont faibles, par les élites. Le système clos des élites doit être ouvert et on doit y inclure de nouveaux éléments.
31. La restauration de la gouvernance exige la sécurité, la justice et les résolutions des conflits locaux, la capacité des populations à subvenir à leurs besoins, l'efficacité des institutions de gestion des production de base, le partage du pouvoir au niveau local par les institutions.
32. Les postulats suivants doivent s'imposer et être acceptés de tous, dans une logique d'approche hybride du pouvoir Central et Local :

- a. Les institutions qui régissent les relations entre les individus et les groupes sont essentielles
 - b. Les changements institutionnels sont dans le temps long et doivent suivre des phases de transformation liées à la réalité des dynamiques sociales locales
 - c. L'indispensable « culture » des institutions qui doit s'installer, relève d'un changement culturel et celui-ci se fera aussi dans le temps long
 - d. Les institutions sont habitées par des normes et des compréhensions du monde différentes.
33. Des principes doivent guider la reconstruction de l'État et la lutte contre la fragilité
- a. La participation des populations est essentielle pour veiller à la redevabilité des acteurs
 - b. La coordination des acteurs est essentielle
 - c. L'innovation dans les modalités de gouvernance est de mise
 - d. L'État doit détenir les rôles
 - e. Le rôle des structures locales est (i.e les chefs de village) est essentiel
 - f. La prise en compte des contraintes fiscales est fondamentale parce que la compétence ne peut s'exercer sans moyens
34. L'hybridation est caractérisée par :
- a. Asymétrie : les régions et communautés évolueront en fonction de leur capacité mais aussi des dynamiques politiques
 - b. Différents systèmes de justice et réconciliation de conflits doivent se compléter
 - c. Une grande flexibilité dans la mise en place des services de terrain et un suivi vigilant de l'évolution de leur délivrance est nécessaire
35. *Echanges : Renforcement la légitimité de l'Etat, c'est construire des capacités sur la base d'une légitimité exprimée au niveau local et au niveau de la gouvernance locale. Les responsables de fokontany dans ce sens doivent désormais être élus et non plus désignés ; les institutions doivent être projetées dans le long terme ; les processus seront longs et complexes qui doivent stabiliser ces institutions ; l'Etat qui doit se construire doit être responsable et coordonnateur ; le rétablissement de l'équité est essentiel ; Les propositions à adopter doivent être hybrides (locales, et nationales) pour être mobiles et adaptables*

Intervention de Solofo Randrianja - «Violence Politique à Madagascar, approche historique »

36. Contrairement à ce qui est véhiculé par l'imagerie généralisée du pacifisme des malgaches, la violence est une constante des mécanismes de la politique à Madagascar. La constitution des royaumes malgaches s'est bien évidemment illustrée de faits de violence (guerres de conquêtes, répressions, complots et assassinats)
37. La reine Ranaivalona I a été imposée par les marchands et l'armée. Radama I est lui-même connu pour avoir lancé des guerres de conquête pour satisfaire son projet d'unification de Madagascar. Une première intrusion des forces armées dans le périmètre du politique s'opère ici : les militaires se payent désormais sur le dos des paysans.
38. La rébellion de 1947 illustre aussi cette violence dans le politique à Madagascar. A analyser les origines et la localisation des probables 90 000 morts de cette période (répressions, combats, maladies et famine), on peut se poser la question : ce qui s'est passé est-il véritablement le fait d'une guerre de libération nationale ou d'une guerre civile qui n'a pas dit son nom ?
39. Tsiranana avait déclaré « un malgache ne doit plus verser le sang d'un autre malgache ». Les événements du Sud de 1972 ou du 13 mai 1972 l'ont contredit.
40. Les 30000 morts officiels de 1947, les 6 mois de blocus de 2002 avec leur lot de destructions d'infrastructures ou les 5 années de transition qui ont fait exploser la pauvreté à 92% de la population, sont l'expression d'une forme de violence non médiatisée du fait politique.

41. La société malgache semble entrer dans une spirale dangereuse de la violence. Cette violence n'est pas révolutionnaire. Mais sa dimension ostentatoire (mutilations, massacres, pogroms, décapitations, bûchers et autres supplices), où l'on tue aussi pour impressionner les esprits, reflète un profond malaise de la société, en rupture avec des valeurs prônées.
42. L'exercice de la violence devrait être le monopole de l'Etat. Les actes de justice populaire, les massacres de dizaines si ce n'est de centaines de personnes reflètent de conflits inter-villages, sous couvert de phénomène de dahalo sont l'expression de la pire des fragilités.
43. Il est choquant d'entendre de fait un Ministre des forces armées déclarer « J'approuve l'autodéfense des villageois contre les dahalo. La population doit protéger ses biens. Le gouvernement n'enseigne pas aux gens à se défendre. L'idée est de faire savoir à la population qu'elle doit se défendre elle-même ».
44. *Echanges : L'indigence de la perception par les dirigeants de ce que doit être un Etat de Droit pose obstacle ; la faiblesse de leur vision sur ce domaine est au cœur des problèmes du pays ; leur redevabilité est faible si ce n'est nulle ;*

Intervention de Christiane Rafidinarivo - « Analyse Politique des Crises »

45. Le hasard, c'est l'imprévu. La politique c'est la capacité à faire face à l'imprévu. La différence entre les sociétés qui se sortent aisément des situations de crise et celles qui ne le peuvent pas réside dans leur capacité à faire face à cet imprévu. C'est là l'essence même de la politique, la plupart des choses relevant de l'imprévisible.
46. La question fondamentale se pose en termes de constitution du cadre d'analyse : comment interprétons nous le réel ? Notre incapacité à résoudre les choses, relève peut être de la faiblesse de nos capacités d'analyse et, de fait, de la faiblesse de nos capacités à passer à l'action.
47. En termes de démarche en Science Politique et Analyse des crises, pour établir la Vérité des Situations il est nécessaire d'Identifier >> Expliquer >> Prévoir. Pour envisager le principe d'Utilité pour la politique, il est nécessaire de Normer >> Prédire >> Prospecter.
48. La construction d'une nécessaire pensée politique doit prendre en compte que les paradigmes ont basculé. De l'Etat-Nation acteur politique dominant, on est passé à la Mondialisation et à la multiplicité des acteurs politiques en interaction. De paradigmes de domination, on est passé à un paradigme de l'interaction du pouvoir institutionnel et de puissants acteurs non institutionnels.
49. L'analyse politique doit prendre en compte d'une part le pouvoir des institutions et, d'autre part, les autres formes de pouvoir et de puissance, en dehors du champ institutionnel qui peuvent conquérir ou exercer leur puissance sans exercer le pouvoir institutionnel.
50. Notre insularité est elle facteur d'enfermement. L'incapacité à penser le pays dans le cadre de ses rapports internationaux doit être résolue. L'analyse des crises malgaches doit s'aborder sous l'angle des récurrences mais aussi des différences en prenant en compte les contextes internationaux. L'incapacité à regarder l'autre en compréhension de ses règles, de son fonctionnement et en fonction de l'environnement à un instant T réduit la capacité à résorber la fragilité.
51. Une Analyse Politique des crises ne peut se résumer à une approche binaire
 - a. Du type Merina/Côtiers, Nobles/Esclaves, Notable/Population, Dirigeants/Peuple, Riches/Pauvres, Stabilité Instabilité.
Elle doit être pensée sur un mode multidimensionnel
 - b. Du type Ethnicité culturelle/ethnicité politique; Catégories sociales /Appartenance sociale; Leaders/société; Elus/Électeurs; Responsables/Administrés; Représentants/Citoyens; Croissance/Répartition ; Rapports de force.
e.g : Catégories sociales/Appartenance sociale : d'où vient cette inégalité, comment y remédier ? Où est la croissance ? Quelle est son origine ?
52. Quant à évaluer la fragilité politique de l'organisation du pouvoir, elle doit s'aborder en termes de
 - a. Fragilité du système politique ?

- b. Fragilité des régimes politiques
 - c. Fragilité du lien politique
53. La fragilité politique est le fait de crises et d'effondrements récurrents des cadres de référence. La compétition économique et politique est en dysfonctionnement >>> le conflit politique n'a en projet que la prédation de l'Etat >>> les capacités de gouvernance et de développement se fragilisent de manière cumulative

Intervention de Désiré Razafindrazaka - « Crises à Madagascar et leurs déterminants : les leçons des enquêtes Afrobaromètre »

54. L'enquête Afrobaromètre 2014² à Madagascar menée sur un échantillon représentatif national (tirage aléatoire, enquête en face-à-face en langue locale, questionnaire identique, échantillon : 1200 adultes malgaches) veut mesurer la perception des citoyens sur l'environnement social, politique et économique de chaque pays enquêté et à travers l'Afrique ; il s'agit de permettre l'expression de la voix des citoyens dans le processus décisionnel en fournissant des données de haute qualité d'opinion publique. Elle évalue la perception par le panel des éléments :
- a. Origines et déterminants de la crise ;
 - b. Attentes de la population ;
 - c. Perspectives de solution.
55. Quant aux déterminants de la crise, les Malgaches perçoivent d'une part une dégradation flagrante de la situation économique du pays et de leur propre conditions de vie et, d'autre part, des disparités régionales dans la disponibilité, l'accessibilité à des services publics (santé, éducation, sécurité publique, services domestiques) dont la qualité de ces services laisse à désirer.
56. Les malgaches dénoncent dans leur majorité des problèmes de gouvernance en exprimant leur perception d'une corruption généralisée et de l'incompétence des dirigeants et des élus locaux dont les performances en termes de politique publique sont jugées mauvaises. Cette corruption et cette incompétence reste la principale source du blocage du développement du pays.
57. Leur confiance à l'égard des institutions est globalement faible qui les voit déplorer en particulier un déficit de redevabilité des élus envers leurs électeurs : les échanges entre les dirigeants politiques et les citoyens sont perçus comme globalement faibles.
58. Ils estiment par ailleurs que la presse malgache ne joue pas efficacement ce rôle d'information et d'alerte pour permettre aux citoyens de suivre et de réagir aux dérives en matière de gouvernance.
59. Leur appréciation du niveau et de la qualité de la démocratie en baisse explique en particulier le faible intérêt des malgaches pour la politique/affaires publiques couplée à une importante désorientation politique (en 2013 pour près de ¾ des Malgaches, le monde politique est parfois incompréhensible)
60. La faiblesse de l'éducation politique des Malgaches (le suivi des informations dans les médias est limité, particulièrement dans les zones rurales), la prédominance de la conception traditionnelle de l'autorité (malgré un certain recul en 2013) et la rareté du recours aux actions protestataires³ sont aussi, selon le sentiment des personnes sondées, des éléments déterminants de la crise.
61. En termes d'attentes exprimées par les sondés l'économie, l'agriculture et l'alimentation, ainsi que la gouvernance figurent parmi les problèmes prioritaires auxquels le gouvernement doit faire face pour enclencher le développement du pays ;

² <http://afrobarometer.org/publications/afrobarometer-briefing-papers/item/1428-gouvernance-corruption-et-confiance-a-l-egard-des-institutions-a-madagascar-experience-perception-et-attentes-de-la-population>

³ L'action protestataire fait l'objet d'un véritable tabou : plus de 80% des Malgaches disent qu'ils ne participeront jamais à une manifestation et qu'ils n'useront jamais de violence pour des causes politiques ;

62. Ils expriment leur attachement aux procédures démocratiques avec une demande de liberté forte (mais l'expression de cet attachement est en recul depuis 2008). Paradoxalement, leur soutien global à l'idée de la démocratie demeure très partiel : seuls 39% des citoyens indiquent que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement ;
63. La majorité des Malgaches soutient les procédures de contrôle du Président par l'assemblée nationale ou par le peuple ; Ils rejettent le principe d'un parti unique ; ils refusent de même que le Président de la République puisse disposer de tous les pouvoirs ; Ils s'opposent à l'idée que l'armée intervienne pour diriger le pays.
64. Parmi les pistes de solution émises par les sondés du panel ils évoquent :
- a. La nécessaire mise en place/renforcement des outils et mécanismes de transparence, de bonne gouvernance et de redevabilité sociale : une forte proportion des citoyens affirme que ce sont les électeurs qui doivent s'assurer que les élus font leur travail ;
 - b. Le renforcement de la société civile ou/et une conférence nationale pourrait aider à la sortie de crise, appelant pour cela à un renouvellement de la classe politique ;
 - c. L'engagement civique de chaque contribuable à payer les impôts pourrait permettre au gouvernement de s'attaquer aux facteurs de blocage du développement du pays ;
 - d. La diversité ethnique ne permet pas d'expliquer l'échec malgache : même si la fragmentation ethnique est élevée à Madagascar, celle-ci n'implique pas nécessairement que l'ethnicité puisse être considérée comme la source des dynamiques politiques, sociales ou économiques ;
 - e. Contrairement au caractère plutôt conciliant des Malgaches, une certaine proportion de la population pense que la violence peut parfois être nécessaire pour la bonne cause ;
 - f. Le Respect des institutions et de l'ordre constitutionnel est indispensable
65. *Echanges : il y a donc une grande lucidité de la population par rapport aux causes des crises récurrentes ; Comment peut on relayer l'expression de cette lucidité afin qu'elle soit plus visible, lisible et contribue à « l'empowerment » généralisé ? Comment redonner du sens ?*
66. *Echanges : le contrôle par les électeurs de leurs élus doit s'exercer d'abord au niveau local ; l'essentiel n'est pas le but à atteindre, mais les processus à mettre en place et à entretenir et maintenir pour avancer vers ce but, en prenant en compte spécifiquement les environnements à l'instant T ;*
67. *Echanges : On doit se connaître et reconnaître nos valeurs, notre culture et les valoriser ; c'est au niveau local que ces valeurs se défendent le mieux et qui permettra de résoudre les conflits entre logiques de valeurs et logiques d'intérêts ;*
68. *Echanges : Le pays souffre d'un déficit d'institutionnalisation des partis ; faute de moyens, de financement, de structuration, de culture politique, de construction de culture militante, les partis ne remplissent pas leur rôle d'éducation des citoyens et de relais*
69. *Echanges : Les enjeux et les luttes économiques sont derrière toutes les logiques politiques : il faut arriver à rompre ce lien entre l'économie et le politique, à instaurer une véritable séparation des pouvoirs ; la société civile doit être force de proposition ;*
70. *Echanges : Cette gouvernance criminelle nuit à toutes les initiatives de normalisation : il faut changer de paradigme et ne plus parler de lutte contre la corruption, mais de lutte anti mafia, parce que c'est une vraie mafia à laquelle on fait face.*
71. *Echanges : La société civile est le maillon faible de la chaîne des nécessaires contre pouvoirs.*

Intervention de Francis Rajaobelina - « Réduire le sous emploi et le chômage urbain pour éviter la vulnérabilité face aux sollicitations politiques »

72. L'emploi et son corollaire l'inclusion sociale, sont des leviers essentiels en termes de stabilité politique. Le cycle de crise se décrit aussi à travers ce cercle vicieux >>> Instabilité politique >>> Sous investissement >>> Sous emploi >>> Grande pauvreté >>> Instrumentalisation politique >>> Instabilité politique ; le jeune qui vit dans la pauvreté est à la fois une charge sociale et un révolté en puissance.
73. Les phases de croissance économique n'ont pas toujours reflété une croissance significative de l'emploi. La frustration et le sentiment d'inégalité qui s'est dégagé de ces périodes est aussi facteur de la récurrence des crises malgaches.
74. Les entreprises du Gem et du FIVMPAMA ne représentent de 1% des 107 000 entreprises du secteur formel. Pourtant ces deux syndicats sont les interlocuteurs privilégiés des bailleurs de fonds et des acteurs institutionnels. Il y a là un déficit de représentation des entreprises.
75. Le secteur informel représente quant à lui quelque 24% du PIB et 36% du PIB marchand pour quelques 3,3 Millions d'emplois en précarité alors que ces acteurs ne sont pas représentés.
76. Les stratégies tournées vers le développement du seul emploi salarié ne sont pas satisfaisantes sur du court terme. Peut être efficaces sur du moyen/long terme, ces stratégies seront trop lentes pour faire face à l'urgence et pour absorber rapidement la masse des jeunes demandeurs d'emploi
77. L'incitation à l'auto-emploi peut être une piste à explorer. Des dispositifs de soutien, d'identification des potentiels, de micro-financements doivent être mis en place pour que ces acteurs économiques jeunes en rupture d'activité puissent créer leurs propres emplois indépendants et générer des revenus durables.
78. La mise en place de dispositifs optimisés de lutte contre l'échec et l'abandon scolaire, de formation initiale mais aussi de formation continue qui s'adresseront tant au secteur formel qu'au secteur informel, tant au monde rural qu'au monde urbain, en prenant par ailleurs en compte les logiques de genre, s'avère indispensable.
79. La formation aux métiers agricoles est essentielle. La création d'industries de transformation qui dissuaderait l'exportation de matières premières devrait être soutenue.
80. Les secteurs porteurs, vus de manière large depuis les services à la personne jusqu'aux activités du traitement de l'information, seront caractérisés via un diagnostic territorial.
81. *Echanges : il y a décalage entre les secteurs formel et informel qui constitue tout de même 24 % du PIB et nécessite une vraie prise en considération. L'existence de ce secteur informel important reflète un non partage des richesses. Une démarche inclusive s'impose avec une refonte des approches pour ce qu'on qualifie tant de formel que d'informel. Il faut sortir des sentiers battus. Il faut par ailleurs responsabiliser le secteur informel.*
82. *Echanges : faut-il éradiquer l'exode rural et la migration vers les villes ? Non car les citoyens malgaches aspirent au confort (eau et électricité). Il nous faut urbaniser les campagnes et y favoriser la création d'emploi.*
83. *Echanges : Il importe de savoir ce à quoi aspirent les jeunes, car ils sont demandeurs de formation actuellement. Il faut donc évaluer ce qui alimente cette aspiration et promouvoir les formations post baccalauréat et la création de système permettant aux jeunes de réaliser leurs rêves.*
84. *Echanges : Le système de pilotage de la politique pour la promotion de l'emploi doit être renforcé, redynamisé et responsabilisé même s'il existe déjà une politique nationale de l'emploi (lancée en 2005 et appuyé par le BIT).*
85. *Echanges : Il y a décalage entre les rêves des jeunes et les réalités malgaches. Il faut innover le centre de la création de l'emploi (exemple : le programme ARIASA avec le ministère de l'industrie et des groupes des jeunes) et mettre en place un système de pilotage. Il faut mieux accompagner les jeunes sur le marché du travail.*

86. *Il nous faut une bonne politique publique de l'emploi et de la formation innovante et ce de manière inclusive, qui réponde aux aspirations des Malagasy : politiques publiques économique et sociale avec de nouveaux concepts, une nouvelle méthodologie, et une anticipation en matière d'emploi c'est-à-dire que les entreprises doivent savoir ce qu'elles veulent ; les universitaires et les enseignants doivent savoir ce qu'ils peuvent.*
87. *Il existe une marchandisation de tout « même de l'éducation », qu'il il nous faut éradiquer. Une approche économique-politique du sujet est indispensable.*

Intervention de Sahondra Rabenarivo - « Pistes pour faire avancer l'Etat de Droit »

88. Une compréhension commune et une adhésion à une définition de l'Etat de droit est nécessaire. Pour être comprise, la définition de l'Etat de droit doit être claire, captable et réaliste. Pour avoir l'adhésion, il faut que les citoyens y croient. Pour que les citoyens y croient, il faut que certaines vérités soient énoncées. Il faut accepter qu'il n'y aura pas de miracle et accepter que la réussite dépendra, non d'un petit groupe, mais de tous. Il faut accepter l'idée qu'en termes de construction de l'Etat de Droit, il s'agira d'un travail sur le temps long, continu et sans fin.
89. « Un Etat de Droit est un Etat où la relation entre les **membres de la Société** est gouvernée par les **règles de droit**, plutôt que par la volonté des puissants ou l'arbitraire. »
90. Quand on parle de membres de la société, on y inclut les gouvernants et l'Etat lui-même. L'Etat de droit se caractérise alors quand les puissants, les « décideurs politiques » ainsi que les institutions étatiques auront la volonté de se soumettre à la même règle que les autres.
91. Un Etat de droit exige donc :
- a. le consentement et l'adhésion des gouvernés,
 - b. la volonté réelle de l'administration et des gouvernants,
 - c. l'application sans discrimination des lois auxquelles doivent se soumettre y compris l'Etat, ses agents et ses dirigeants
 - d. l'existence d'institutions judiciaires efficaces accessibles et redevables
 - e. une administration neutre car on constate que « la loi est faite pour les privilégiés »
92. La mise en place de l'Etat de droit se décline en vigilance et en implication sur trois chapitres
- a. Le chapitre **Vote des Lois**, décrit les fonctions
 - i. Election : les processus électoraux qui désignent les représentants doivent être crédibles, acceptés et appliqués
 - ii. Elaboration : la loi est elle élaborée en impliquant les gouvernés dans son élaboration
 - iii. Débat : la loi est débattue et non pas imposée
 - iv. Vote : les processus de vote et de validation de la loi sont légitimes, acceptés et appliqués
 - b. Le chapitre **Echo des lois**, décrit les fonctions
 - i. Publication ; l'information doit être publiée de manière régulière et complète
 - ii. Diffusion : l'information doit être diffusée régulièrement (e.g : le journal officiel n'est même pas distribué à l'ensemble des corps judiciaires)
 - c. **L'Application des lois**, doit concerner sans discrimination
 - i. L'administration
 - ii. Les relations entre privés
 - iii. Les institutions judiciaires
93. La vulgarisation de la loi relève de la responsabilité de tous et pas seulement de l'Etat : la société civile, bailleurs de fonds, secteur privé, les partis politiques, l'académie et les milieux enseignants, les médias, les électeurs, l'administration sont tous responsable de cette mise en ouvre de l'Etat de droit.
94. Dans un environnement où nous nous avérons les champions du détournement des lois (tant les policiers, juristes, citoyens que les dirigeants ...), la loi encore trop calquée sur le modèle colonial doit mieux

représenter les réalités d'aujourd'hui. La promotion des débats entre les décideurs et les gouvernés est indispensable.

95. On doit atteindre une masse critique sur les questions de droit. Les collectivités locales doivent mieux comprendre et plus s'impliquer sur les 3 chapitres de la mise en place de l'Etat de droit
96. *Echanges : Ou sont les autorités locales, car elles ont un rôle important dans la vulgarisation des lois. Où est l'Etat de droit dans les collectivités locales ?*
97. *La conciliation des logiques citadines et rurales est primordiale. On doit constater que l'Etat de droit n'existe pas dans les milieux ruraux ; Il nous faut faire appliquer les lois déjà existantes à tous les niveaux : Etat, régions, communes... On doit être convaincu de l'application de l'Etat de droit et être prêt pour cela.*
98. *Echanges : Quand on constate les dysfonctionnements à tous les niveaux, il nous faut ré-instruire les « old informations »*
99. *Echanges : Il faut des solutions rapides sur les plans économique, humanitaire et social. De plus, l'impunité est un facteur de récurrence des crises ; il faut organiser les citoyens pour lutter contre les impunités et exiger les droits.*

Intervention Lolona RAZAFINDRALAMABO- « Ressorts de résilience de la société malgache contemporaine »

100. Un système est qualifié de résilient s'il perdure malgré les chocs et perturbations en provenance du milieu interne et/ou de l'environnement externe. Dans le domaine de l'économie, **la résilience désigne la capacité intrinsèque** des entreprises, des organisations et des communautés **à retrouver un état d'équilibre**
101. **La vulnérabilité** sociale définit **la capacité d'une société à anticiper l'aléa** (phénomènes naturels ou produits par des phénomènes sociaux), **à faire face à l'urgence**, à adapter son comportement en temps de crise, et à se reconstruire. On ne peut dissocier vulnérabilité et résilience : les deux sont liées. La résilience ici est la réponse à la vulnérabilité
102. La résilience (capacité à retrouver un Etat d'équilibre) et la vulnérabilité (capacité à faire face à l'urgence) de la société malgache sont des éléments essentiels d'analyse et de compréhension des crises.
103. La capacité d'une société à retrouver un Etat d'équilibre (résilience sociale) est liée aux notions d'auto-organisation et d'adaptation et contient l'idée de continuité du système. La discontinuité caractérise un ordre social approximatif, problématique et vulnérable qui ne voit pas de concordance entre les normes et les pratiques, et reste soumis aux calculs et stratégies des acteurs sociaux.
104. En général, les sociétés se représentent dans la continuité et se reproduisent à l'identique après les crises mais à Madagascar, on est en présence d'une société discontinue.
105. Cependant, il existe des facteurs qui favorisent la résilience à savoir les facteurs sociaux et physiques. Dans la compréhension de la récurrence des crises et des phénomènes de résilience et de vulnérabilité, la Société et la Culture Malgache sont deux composantes à considérer. Des facteurs sociaux tels que la religion ou l'ancrage à un territoire peuvent être des facteurs qui facilitent la résilience.
106. L'éducation et la culture sont des facteurs qui assurent la continuité. La culture doit être la base pour la construction de la Nation.
107. De fait, il est nécessaire de consolider les facultés d'adaptation des malgaches à ce changement accéléré par la mondialisation. Il est nécessaire de redonner toute sa valeur et son importance à la culture malagasy (nos ensembles de représentations et pratiques qui organisent et donne un sens au monde dans une configuration singulière).
108. La culture est un outil pour construire l'imaginaire national. Elle s'incarne dans l'ensemble des activités d'aujourd'hui et est sanctionné de diverses expressions culturelles.

109. *Echanges : les facteurs ancrage au territoire ou religion sont-ils des facteurs de résilience ou des facteurs de vulnérabilité : permettent-ils aux gens de se reconstruire ou bien ces facteurs briment ils leurs capacités d'adaptation et d'anticipation ?*

Intervention de Roger Mahazoasy - « Renforcer la Politique Publique de Décentralisation et la gouvernance locale comme solution aux crises récurrentes »

110. La décentralisation relève d'un processus politique de prise de décision qui dépend de la volonté de chaque acteur du gouvernement au niveau national. La décentralisation facilite le processus démocratique, augmente l'efficacité dans la conduite des politiques publiques et permet de mieux satisfaire les besoins des citoyens.
111. Le principe de subsidiarité est la base de la décentralisation, où les responsabilités publiques doivent être exercées par les autorités élues, qui sont les plus proches des citoyens. Le principe de subsidiarité repose sur le fait que les décisions doivent être prises au niveau correspondant à chaque type de décision, international, national, régional ou local.
112. Les autorités locales devraient être pleinement responsables dans les domaines qui touchent aux intérêts directs des citoyens
113. La décentralisation suppose le « transfert » de pouvoirs et de ressources aux autorités locales élues, les collectivités territoriales décentralisées, lesquelles sont considérées comme des acteurs publics distincts, dotés de leurs propres identité et légitimité, et conférant leur propre valeur ajoutée au processus de développement.
114. L'objectif poursuivi n'est pas seulement de mettre en place des autorités locales, mais aussi de promouvoir la « gouvernance locale ». Cela implique l'instauration d'une autre manière d'exercer le pouvoir local, fondée sur des principes tels que la participation, la transparence et la responsabilité.
115. Ainsi, la décentralisation est censée favoriser fortement l'augmentation de l'offre de services publics de base efficaces et efficients et apporter du même coup une réponse aux questions d'équité, de participation et de redevabilité.
116. La décentralisation ne peut se comprendre comme une simple délocalisation de compétences. Elle constitue une entreprise radicale qui appelle un réaménagement en profondeur de l'État dans ses structures et ses pratiques.
117. Par « décentralisation fiscale », il y a lieu d'entendre la réaffectation des ressources aux collectivités territoriales décentralisées, ainsi que la délégation des crédits par les ministères sectoriels vers les niveaux déconcentrés. En effet, la dévolution des pouvoirs au niveau local doit s'accompagner du transfert des moyens requis pour l'exercice de ces pouvoirs.
- 118. Aujourd'hui : 95% Ressources du budget de l'Etat est consommé par les Institutions centrales. Seuls 5% sont dévolus aux Collectivités Territoriales Décentralisées, dont 3,5% pour les 1 549 Communes et 1,5% des 22 Régions**
119. Les gouvernements nationaux assument la responsabilité d'élaborer les politiques générales et les législations relatives quant à l'accès aux services de base pour tous, et de mettre en place les dispositifs de suivi. Les autorités locales doivent quant à elles assumer la responsabilité d'élaborer et de mettre en place les plans locaux destinés à faciliter l'accès aux services de base pour tous
120. Les organisations de la société civile ont alors les moyens de faciliter la mise en place de relations constructives entre les autorités locales et les populations pauvres et marginalisées, de définir leurs besoins et aspirations, ainsi que de participer à la mise en place opérationnelle de ces services.
121. Les chantiers entamés : années 1990 à ce jour
- a. Coopérations Décentralisées: France, Norvège, Suisse, Italie
 - b. Programme ACORDS/Union européenne: PAICAL, Microréalisations, Programme ACORDS,

- c. Fonds de Développement Local du Gouvernement avec : la Coopération Suisse, SAHA-MATOY, GIZ-PGME/KFW, Union Européenne
- d. Programme conjoint Gouvernance et décentralisation: PNUD
- e. Projet de Gouvernance Institutionnelle: PGDI I et PGDI 2 Restructuré
- f. Projets/Programmes des bilatéraux comme: Ambassade de France/SCAC, USAID, ONGs Internationaux multisectoriels

122. Les perspectives actuelles du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation

- a. Bilan PN2D et Etats Généraux de la Décentralisation à Madagascar
- b. Elaboration de la Stratégie Nationale de Développement Locale (SNDL)
- c. Elaboration du Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées
- d. Renforcement de la Démocratie Participative par le biais du Processus Budget Participatif.

123. Pistes de solutions aux crises récurrentes

- a. Piste1. Mener des campagnes intensives de sensibilisation sur les concepts de Décentralisation/Déconcentration, sur la Gouvernance Locale, le Développement Local dans les 22 Régions et les 119 Districts;
- b. Piste2. Mettre en place des espaces de concertation, de dialogue dans les Communes pour appropriation du concept Budget Participatif et intégrer les volets Paix sociaux, solidarités territoriales
- c. Piste3. Intégrer dans ces espaces les Autorités traditionnelles, royales, Notables pour discuter de la chose publique avec les Autorités locales tout en valorisant l'approche Gouvernants-Gouvernés dans un climat de confiance et de redevabilité forte
- d. Piste4. Se pencher sur le Développement Economique Local pour créer des emplois, donc des revenus pour les couches démunies, en particulier les femmes et jeunes.

Intervention de Juvence Ramasy - « Les forces armées sont elles garantes de la stabilité politique et démocratique ? »

124. Une compréhension du rôle des forces armées (forces armées de défense, police, gendarmerie) dans la vie politique malgache ne peut se passer d'une analyse historique.

125. L'alliance entre Radama I et les Anglais en 1817 (traité du 23 Octobre) caractérisait l'existence d'une armée avant la colonisation, modernisée ensuite par Rainilaiarivony.

126. La création le 26 Juin 1960 de l'armée nationale, Institution apolitique/hors jeu du politique, voit le transfert des éléments de l'armée coloniale vers l'armée nationale. Elle marque aussi le passage du stade d'instrument d'une légitimité coloniale à celui de d'instrument de légitimité nationale. Cette armée a ainsi les attributs de la souveraineté nationale, symbole de l'Etat.

127. Les FMA sont ainsi une copie du triptyque français : armée, gendarmerie, police. Ce triptyque est constitué en armée de terre, armée de l'air, marine, gendarmerie, corps du service civique, Académie militaire d'Antsirabe (1967), Forces Républicaines de Sécurité (FRS). Il se caractérise rapidement par

- a. Un trop grand nombre de gradés par rapport aux hommes de rangs
- b. Une faiblesse des équipements et des moyens avec des coûts élevés qui ont exigé des accords de défense.
- c. Une faiblesse de la formation dans le domaine aérien et marin
- d. Armée de terre, FRS et gendarmerie : corps les plus importants (Général Gabriel Ramanantsoa, André Resampa, Colonel Bocchino/Colonel Richard Ratsimandrava)
- e. La constitution de deux corps d'Etat major : Etat major particulier (Colonel Bocchino) et un Etat major général (Général G. Ramanantsoa)
- f. L'installation d'une situation explosive avec une élite merina (formation Saint Cyr, Ecole de Guerre) qui faisait face face aux autres groupes ethniques (EOGN)

128. La Crise de 1972 voit une prétorianisation du système⁴. Les événements de 1971 à Tuléar qui ont vu l'intervention de la gendarmerie l'ont disqualifiée en tant qu'alternative. L'intervention des FRS sur la place de l'indépendance le 13 mai 1972, le transfert des pleins pouvoirs au Général G. Ramanantsoa qui installe un gouvernement et des gouverneurs militaires consacrent la vocation politique des Forces Armées.
129. Après l'assassinat du Colonel R. Ratsimandrava, cette volonté politique s'affirme à travers la constitution d'un Directoire Militaire de 18 membres. Le CSR caractérise la permanence de la prétorianisation.
130. La République Démocratique Malgache voit la politisation et l'affaiblissement des FMA : le « militant en uniforme » abandonne ses fonctions classiques de défense du territoire. Les FMA sont peu à peu neutralisées et les « chefs historiques » mis à l'écart. Les Forces Armées Populaires (Comité Militaire pour le Développement) sont créées. L'armée connaît une remise en cause de structure pyramidale fondée sur une clientélisation.
131. La crise de 1991 reflète une tentative de dé militarisation du politique et de remartialisation de l'armée. Après l'échec de la médiation, une réflexion sur l'institution militaire s'engage avec l'évaluation d'un « plan de retour aux casernes ». La IIIème République voit la production du Livre Blanc de la défense Nationale (Gen D. Ramakavelo et M. Ranjeva).
132. La Transition démocratique voulait une neutralisation des FMA, leur rupture d'avec le politique. Elle voulait en même temps qu'une tentative de civilisation du système politique la constitution d'une institution militaire stable. Cette tentative de remartialisation échouera. Les militaires s'affirment comme acteurs politiques et les Forces Armées comme moyen de cette politique.
133. Lors de la crise de 2001-2002, la constitution de milices reflète une scission profonde entre des Loyalistes fidèles à Didier Ratsiraka, des légitimistes attachés à Marc Ravalomanana, et ceux du camp de la neutralité.
134. 2003 voit une stratégie de dépolitisation, dé militarisation (sécurisation des zones rurales, missions humanitaires, policierisation). 2004 engage la démobilisation des réservistes. Mais les institutions accueillent des hommes en armes en leur sein.
135. Une politique de mise à la retraite de généraux vise un rajeunissement des cadres en s'appuyant sur la promotion de colonels. Des mécontentements s'éveillent avec des revendications corporatistes attisés par la nomination d'une civile en tant que Ministre des Forces Armées. Le dégel de l'avancement des officiers généraux s'avère être une profonde contradiction. En Juillet 2008, la réunion du Conseil national de défense se révèle sans grand succès.
136. Le coup d'Etat de 2009 reflète une re-prétorianisation. La désorganisation des corps et le mécontentement des acteurs, l'omniprésence d'hommes en armes, les défections et divisions, l'échec de la médiation des Forces Armées au début de la crise va se conclure par une mutinerie d'une partie du Capsat qui fera le coup d'Etat. Celle-ci est pourtant circonscrite à une 100aine d'hommes sur 600. La corruption généralisée s'installe avec la transhumance des élites martiales.
137. La période de la transition caractérise une nouvelle militarisation. Les assises militaires de 2011 échouent à conclure. La politisation du tableau d'avancement et des promotions se perpétue (e.g rapporté au nombre d'officiers supérieurs, les effectifs de l'armée devraient être de 400 000 homes).
138. Les créations d'institutions sécuritaires se multiplient : CMDN, , CNME, FIS, Cellule tactique de la Commission défense et sécurité (CST), DST
139. Les logiques de rente font l'échec de toute tentative de réforme. L'institution se désinstitutionnalise
140. Les enjeux de progrès, avec en perspective et en moyen la stabilité politique et démocratique à court terme, sont
- a. Le retour à la neutralité des corps

⁴ « Situation où les militaires d'une société donnée exercent un pouvoir politique indépendant dans cette société par l'utilisation ou la menace d'utilisation de la force ».

- b. Une véritable démilitarisation du système politique/ alliée à une dépolitisation de l'institution militaire
- c. La mise en œuvre d'une véritable loi de programmation
- d. La redéfinition du Concept de défense
- e. La professionnalisation des corps et la revalorisation du statut
- f. Le contrôle démocratique
- g. La Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS)
- h. La fixation de dispositions constitutionnelles qui prévaudront le contrôle par le civil et le politique
- i. La restauration de la confiance dans l'institution militaire
- j. La restauration de la cohésion
- k. L'existence de contre-pouvoirs institutionnels

Intervention de Ralison Andriamandranto - « Comment utiliser la Communication pour renforcer la stabilité politique ? »

141. En postulat : le lien de communication – à savoir l'échange d'informations de messages entre émetteur et récepteur au moyen de signes - entre gouvernants et gouvernés est essentiel en termes de stabilité de l'Etat. La rupture de ce lien de communication est vecteur de crise.
142. Il est dès lors intéressant de s'attacher à caractériser les formes de communication entre les acteurs : le « peuple », les « gouvernants » et les « intermédiaires » vus les uns et les autres sous l'angle « récepteur » ou « émetteur ».
143. Le « peuple récepteur » est caractérisé comme suit : plus de 40% d'analphabètes dans la population ; une majorité de la population monolingue, sans maîtrise d'une langue française, langue technique d'une élite ; sa pauvreté son faible niveau d'éducation et de culture et la faiblesse des couvertures médias l'éloignent du champ de la communication. Sur le plan de sa capacité « d'émetteur », dans sa retenue, on le voit peu ou très peu assertif, très peu capable d'exprimer tout ce qu'il a à dire.
144. Quant à la communication des dirigeants elle s'avère incohérente, sans cohésion entre les acteurs, usant d'une langue étrangère et d'un langage technocratique, affichant une attitude condescendante voire méprisante et adoptant le plus souvent des stratégies de communication inefficaces. « Ny fanajariana ny tany dia tsy afa-misaraka amin'ny fanajariana ny teny ».
145. Les relais intermédiaires Parlement (Assemblée Nationale et Sénat) et toute la chaîne hiérarchique de l'administration ne fonctionnent pas en termes de communication.
146. Les instances qui devraient être des instances de consultation efficaces telles que le Conseil National **Environnemental** (CNE), le Conseil National du **Travail** (CNT), le Comité National de Suivi de la Promotion de l'**Emploi** et de la Réduction de la Pauvreté (CNSPERP) n'assurent pas les relais comme elles devraient le faire.
147. Les médias ne jouent pas leur rôle d'information et d'éducation et s'avèrent trop souvent être amplificateurs de conflit. Les organisations intermédiaires :
148. L'existence des Organisations de la Société Civile (OSC) telles que la Plateforme de la Société Civile pour l'Enfance (PFSCCE), la Plateforme Nationale de la Société Civile Malgache (PFNSCM), la Coalition Malgache Publiez Ce Que Vous Payez qui participe au pilotage de l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE ou EITI) ou le Fivondronan'ny Orinasan'i Vakinankaratra (FIOVA) caractérise des interfaces entre l'Etat et ses gouvernés qui doivent être développées.
149. En termes de perspectives d'avenir, la relève qui s'annonce est porteuse d'espoir. La mise en place d'institutions telles que le Conseil Economique Social et Culturel (CESC), le Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit (HCDDDED), tout comme la mise en œuvre de la Décentralisation, à commencer par les communales/municipales ou l'annonce d'un Processus d'élaboration d'un Plan National de Développement peuvent dessiner de nouvelles espérances.
150. *Echanges : La participation citoyenne est incontournable dans le concept de la bonne gouvernance. L'idée de la création d'une plateforme de la société civile doit, pour sa réussite, être caractérisée,;*

- a. *Pérenne, elle doit fédérer pour influencer réellement l'Etat. Vision thématique : économique, culturelle*
 - b. *Inclusive, la ramification doit arriver jusqu'à la base, en incluant le secteur informel.*
151. *Echanges : La mise en place de groupes d'experts : laboratoire d'idées, capitalisation des acquis, force de proposition et de recommandation pourrait consolider les logiques d'établissement des liens entre gouvernants et gouvernés.*
152. *Echanges : il est fondamental de lutter contre l'impunité des acteurs. La création d'un processus de vérité et réconciliation s'impose.*
153. *Echanges : Voies de progrès à tracer : Libérer la parole, favoriser la participation citoyenne, favoriser les radios de proximité ; Appuyer le rôle d'éducation des médias en terme d'éducation citoyenne par les NTIC pour créer des plateformes de discussion et d'échanges sur des thématiques diverses ; Créer des structures pour aider en termes de renforcement des capacités et instaurer le débat. Organiser un colloque sur les partis politiques, l'avenir de ces partis, réfléchir sur le système politique malgache; Inventorier les forces, faiblesses, défis, les failles de la société civile actuelle ; Impliquer la société civile surtout du secteur privé dans la conception du budget de l'Etat ; . ; .*
154. *Echanges : Voies de progrès à tracer : Création d'une banque anthropologique : comment peut-on réagir, par rapport à la mondialisation ; quelle est la vision du développement à la malgache ; Investir dans l'innovation et la recherche :fixer la place des universités et des centres de recherches ; e ;g investir sur la biodiversité ; développer un avantage concurrentiel par rapport à d'autres pays.*

Intervention de Serge Zafimahova - « Démystifier la réconciliation Nationale »

155. Les raisons des crises cycliques sont globales : institutionnelle, politique, économique, sociale, culturelle et morale. Le pays continue à payer la prise de pouvoir des militaires de mai 1972 et la politisation à outrance « des militants en uniforme » couplée à la confusion des hiérarchies de l'ère révolutionnaire socialiste. Les militaires à l'origine du coup d'État de 2009, sont les produits de l'ère socialiste.
156. Les crises à répétition s'expliquent par l'inaptitude de la classe politique et par le manque de créativité de la société civile incapable d'imaginer ce qu'il faut pour mettre en place d'une part une structure étatique alliant modernité et valeurs culturelles et traditionnelles et, d'autre part, une politique cohérente de développement empreinte de justice sociale et enfin une administration de proximité efficace.
157. Le plus important ce n'est pas l'atteinte utopique d'une absence de crise, mais l'atteinte d'un niveau de fonctionnement normal d'institutions dotées de capacités à réguler et à canaliser les joutes politiques et les alternances de pouvoir.
158. La réconciliation nationale a pour objectif de réunir ce qui est épars, de concilier les Malagasy avec leur histoire, de raffermir l'identité nationale en puisant dans les dénominateurs culturels communs, d'arrêter la culture de l'impunité et de concilier les valeurs universelles à nos propres valeurs pour en faire le ressort du développement et le ciment d'un État Nation fort.
159. La crise politique 2009 n'est que la face visible d'un mal plus profond qui ronge la société et a ébranlé les quatre piliers formant le socle de la société:
- a. l'État, la justice, les forces armées, etc.
 - b. les groupes religieux, les associations culturelles, les clubs de service, les organisations ésotériques, etc.
 - c. les gardiens de la sagesse, des valeurs et de la tradition : ampanjaka, tangalamena, olobe, mpanandro etc.
 - d. la société civile, la société politique, les intellectuels, les cadres, etc.

160. À l'image du monde politique la société civile (OSC) est contaminée par la corruption, la manipulation et la prestidigitation, et cherche en à intégrer les institutions politiques. Les organisations ésotériques comme les médecines alternatives, l'anthroposophie, la franc-maçonnerie n'y ont pas échappé. La perte de repère explique les déviations sociétales au-delà de la spirale de paupérisation qui explique en partie l'insécurité généralisée.
161. Cette situation rend incontournable le processus de réconciliation en partant de la base de l'organisation sociale, du « fokonolona » vers le haut. Il est important que la société retrouve ses repères dans le « FIHAVANANA » c'est-à-dire la solidarité, le respect mutuel, la compréhension réciproque, l'esprit de tolérance, la justice sociale et le vivre ensemble.
162. Si l'on veut une solution durable aux crises cycliques :
- sur le plan politique, la réconciliation nationale est nécessaire pour couper court aux cycles de vengeance et d'instrumentalisation de la justice ;
 - sur le plan culturel, le processus de réconciliation nationale doit prendre racine dans l'identité culturelle malagasy et les histoires des régions, à travers une démarche consensuelle ;
 - sur le plan économique, l'objectif est de faire un bilan de la gestion des finances publiques et des financements extérieurs.
163. Il s'agit d'un apurement du passé finalisé par un pardon justifié par la confession des crimes de nature économique, politique, sociale et culturelle qui auraient contribué à l'injustice et aux dysfonctionnements de la société.
164. Il ne faut pas confondre amnistie et impunité afin d'éviter que tout nouveau responsable ne retombe dans les errements et la prédation du passé. On pourrait s'appuyer ici sur le « fampihavanana », système traditionnel de règlement de litiges à l'amiable, connu dans le monde rural, qui fixe la réconciliation, après vérité, pardon et réparation.
165. Le concept de réconciliation nationale doit reposer sur la considération des valeurs communes de l'identité culturelle malagasy du *fampihavanana* et des principes fondamentaux de la Charte universelle des Droits de l'homme. Il s'agit de mettre en œuvre une recherche consensuelle de sortie de crise pour une transition politique conduisant à :
- une reconstruction du tissu social par une juste répartition des ressources pour conforter le « vivre ensemble »,
 - un arrêt de la culture de l'impunité tout en favorisant un environnement apaisé,
 - un renforcement de la solidarité nationale fondée sur le juste partage d'un avenir commun, afin d'interdire le cycle de vengeances et de représailles.
 - une pratique démocratique de l'alternance politique pour que la rue ne rythme plus les alternances du pouvoir,
 - des institutions conformes aux impératifs d'un État moderne et démocratique tirant sa source des valeurs culturelles malagasy
166. *Echanges : Quant à la loi de finances qui est une des lois qui structurent la vie de la nation, il faut exiger que les procédures soient mises en œuvres ; que la cour des comptes et l'assemblée nationale fassent leur travail. Il faut exiger que les dirigeants soient amenés à répondre aux interpellations (e.g 2008 avec le FMI) ; il faut exiger la vulgarisation en des termes simples de la loi de finances*
167. *Echanges : Mettre en œuvre la loi qui concerne le financement des partis : l'utilisation et le financement des partis ; les politiciens sont sinon à la merci des formes illicites de financement*
168. *Echanges : Il est nécessaire d'harmoniser et rendre effectives toutes les structures consultatives, structures de contrôle et de suivi qui restent pour l'instant non effectives ;*
169. *Echanges : Comment la société civile peut elle interpellier les dirigeants : la constitution d'une structure pour engager les synergies peut être une solution. Des mécanismes d'interpellation par les citoyens doivent être mis en place, soutenus par un fond pour justifier ces interpellations, qui nécessiteront des moyens.*

170. *Echanges : Des structures locales de concertation doivent être mises en place. Un cadre effectif de dialogue ou chaque citoyen, alimenté en information, pourra dialoguer avec les responsables publics serait pertinent.*

Intervention d'Olivier Donat Andriamahefaparany - « Leadership public et Gestion du changement: État fort ou État intelligent ? »

171. Les crises politiques de moins en moins espacées, et de plus en plus longues, caractérisent une tragédie de croissance et une paupérisation grandissante de la population. Il y a corrélation entre niveau de pauvreté et crise politique. Mais y a-t-il corrélation entre développement économique et crise politique.

172. L'État faible postcolonial, Impuissant dans la mise en œuvre ses politiques publiques, caractérisé par des Services Publics défailants, s'avère incapable d'une part de piloter son processus de développement, et in extenso, de remplir ses fonctions régaliennes (Sécurité, Justice, Education pour tous, Sante publique, Lutte contre la corruption, Construction des infrastructures, etc ...).

173. Le développement peut être modélisé en un processus dynamique de changement à quatre chapitres Economique, Régime Politique, Sociétal, Administration. Ces changements sont sources de conflit. La capacité de l'Etat à accompagner ou non ces phases de changement et à absorber ou non les conflits de changement ou à répondre aux défis adaptatifs, le caractérise en Etat Fort ou en Etat Faible.

174. Un nouveau triptyque peut toutefois se décliner : Développement, Etat, Leadership. Ce concept de leadership définit le développement comme changement multidimensionnel. Et les défis adaptatifs sont vus comme des problèmes techniques. Le leadership est alors un processus d'influence sociale et de responsabilisation des acteurs.

175. Les rôles de l'État, tout en se gardant de copier/coller des solutions toutes faites (mimétisme isomorphe) sont dans ce cadre a) d'Animer et orchestrer la dynamique du système b) de Développer l'intelligence collective c) de Permettre l'apprentissage expérientiel d) de Gérer le conflit et la tension.

176. La prise en compte de ces rôles exige de Nouvelles compétences des dirigeants et un Programme de formation qui adopte l'optique de la gestion des affaires publiques dans son ensemble.

177. Ces rôles (animation, intelligence collective, apprentissage expérientiel, gestion des conflits) doivent être assumés au niveau Central, au niveau Régional, et au niveau Local.

Chapitre 2 Conclusions et propositions des Ateliers

Atelier 1

178. Les contraintes :

- a. Aborder les questions de la gouvernance économique et politique,
- b. Proposer des actions concrètes dans le temps imparti,
- c. Ne pas alimenter la longue chaîne des réflexions « stériles » quand le pays a besoin d'action.

179. Les principes que nous avons adoptés

- a. Reconnaître ses erreurs pour apprendre du passé et capitaliser les acquis,
- b. Oser sortir des sentiers battus,
- c. Permettre à la société civile une plus grande autonomie, efficacité et indépendance et non se contenter de la résilience spontanée,
- d. Entendre les pistes proposées lors du présent atelier

180. Recommandation 1 : Capitaliser les acquis et les avancées.

Quatre axes :

- a. Axe 1 : Exiger que la loi de finance et toutes les procédures de contrôle relatives à l'utilisation de l'argent public soient mises en œuvre. (respect des délais, obligation de publication des rapports de contrôle, y compris ceux des IBW, ...)

Deux idées supplémentaires :

- i. Répondre aux alertes et interpellations unanimement acceptées (FMI 2008, DGT 2013 ...)
 - ii. Vulgariser en des termes simples, pour la rendre accessible à tous les citoyens, la loi organique relative aux lois des Finances
- b. Axe 2 : Mettre en œuvre le financement des partis politiques et des campagnes électorales pour réduire la dépendance aux « vendeurs » de bois de rose et des financements illicites. A ce titre, il faut revoir ou refondre la loi sur les partis politiques (validation, financement, obligations ...)
 - c. Axe 3 : Mettre en œuvre le Conseil économique et social (CES) pour suivre et contrôler la mise en œuvre des différentes politiques et stratégies sectorielles nationales
 - d. Axe 4 : De façon générale, harmoniser et rendre effectives les entités et structures de contrôle déjà existantes (Cour des comptes, Bianco, Samifin, IGE...)

181. Recommandation 2 : Donner à la société civile les moyens d'être une force d'interpellation et de réflexion, pour que la démocratie soit la plus directe possible en mobilisant les citoyens à la base.

Trois axes :

- a. Axe 1 : Construire la capacitation de la société civile à travers la mise en synergie durable de toutes les ressources ;
- b. Axe 2 : Mettre en place des mécanismes d'interpellation (class action, Obligation des dirigeants à répondre à des pétitions citoyennes, commission d'accès aux documents administratifs, défenseurs des droits, ...)
- c. Axe 3 : Créer un fond indépendant (à l'instar de celui pour le financement des aires protégées), pour financer les actions de la société civile mais investi à Madagascar

182. Recommandation 3 : Mettre en place une structure locale de concertation pour la gouvernance de proximité et le développement économique local.

Quatre axes :

- a. Axe 1 : Formaliser un cadre effectif de dialogue public-privé à l'échelle territoriale ;
- b. Axe 2 : Installer un mécanisme d'information sur les sujets qui impactent la vie socio-économique du territoire (projets et contrats miniers, agricoles, ...)
- c. Axe 3 : Harmoniser les différentes interventions publiques et privées pour le bénéfice commun ;
- d. Axe 4 : Instaurer le système intégré de suivi et d'évaluation ;

Atelier 2

183. Les principes que nous avons adoptés

- a. La participation citoyenne est incontournable pour instaurer une bonne gouvernance et permet de désamorcer/prévenir les crises.
- b. Il faut parvenir à un système qui permette aux citoyens et à la majorité d'influencer le comportement de l'Etat

184. Recommandation : Création d'une plate-forme de la société civile qui inclue le secteur privé caractérisée :

- a. Sélection des chantiers et problématiques : celles considérées comme urgentes et prioritaires, permettant de désamorcer les crises
- b. Rôles de la Structure : Réflexion ; Dialogue ; Interpellation ; Veille ; Balise.
- c. Conditions de réussite de la Structure (non exhaustif) :
 - i. Faire avec les organisations existantes qui seront regroupées et fédérées ;
 - ii. Visant la pérennité ;
 - iii. Même vision selon la thématique ;
 - iv. Représentative et inclusive, incluant la base : organisations locales, secteur informel de tout le pays ;
 - v. Structure Forte et influente, qui sait se faire entendre ;
 - vi. Structure Unie Disposant d'une capacité de réflexion et au fait des problématiques essentielles ;
 - vii. Persévérante ;
 - viii. Recherchant l'efficacité et imbue d'une culture de résultats ; Disponible.

185. Gouvernance politique : Création d'une structure pérenne (plateforme de la société civile, y compris les secteurs privés) fédérateur, interlocuteur des PTF et de l'Etat : structure qui développera les pistes et les chantiers les plus importants, enracinée à la base, pour assurer également l'éducation politique des citoyens.

- a. Mise en place d'un groupe d'experts : laboratoire d'idée, capitalisation des acquis et force de propositions/recommandations (cas de l'Allemagne) ;
- b. Lutter contre l'impunité des acteurs provocateurs de crises ; Mettre en place un processus vérité et réconciliation ; Prévenir l'impunité pour demander des comptes aux responsables de crises car les impacts sont considérables au niveau national ;
- c. LIBERATION DE LA PAROLE : offrir un espace de discussion et d'expression au niveau de la population
- d. Encourager, favoriser et défendre les radios de proximité (donner la parole aux citoyens de base, homme, femme, jeune, ..) ;
- e. Assumer un Rôle d'éducation des médias : journal/média et radio/facebook (non partisan).

186. Gouvernance économique et sociale : à l'identique : Création d'une structure pérenne (plateforme de la société civile, y compris les secteurs privés) fédérateur, interlocuteur des PTF et de l'Etat : structure qui lui développe les pistes et les chantiers les plus importants ;

- a. Mise en place d'une structure de dialogue PRIVE / PRIVE :
- b. Système de dialogue de toutes les forces qui créent la richesse à Madagascar (prise en compte du secteur informel et intégration dans le système),
- c. Refonte de la politique fiscale (trop prohibitif).
- d. Dynamisation et renforcement des associations/ plate-forme de consommateurs ;
- e. Opérationnalisation de l'OPEN BUDGET (participation de la société civile et surtout du secteur privé dans l'élaboration du budget de l'Etat/ collectivités) ☑ nécessité d'une vision commune pour un développement inclusif à élaborer ;
- f. Réalisation d'un audit Culturel : création d'une banque anthropologique, système de valeurs, identité culturelle, problématique de la mondialisation, mise à jour du culturel, ...
- g. Investir dans l'innovation et la recherche (cas de la biodiversité par exemple pour chercher l'avantage concurrentiel).

Atelier 3

187. Les principes que nous avons adoptés

- a. Principe : Instaurer une démarche non pas solutions. Installer des structures et processus de veille, d'évaluation, de contrôle, d'alerte, et de conseil et support et les entretenir
- b. Principe : Le champ d'intervention des OSC s'exerce sur tout le champ de la vie publique

188. Recommandation 1 : Consolider la Société Civile

- a. Exiger une loi qui institutionnalise la SC et son financement partiel par l'Etat. (l'Etat doit veiller à la mise en place des acteurs de ses propres contre-pouvoir)
- b. Redonner leur pleine fonction aux OSC : alerter, évaluer, proposer (Think tank : production de livres blancs de politiques publiques), plaider, éduquer, et ne pas les limiter à la seule fonction éducative

189. Recommandation 2 : remettre en perspective la redevabilité des gouvernants et des élus et bannir l'impunité ; Changer de paradigme :

- a. Un Changement de paradigme s'impose : on parle de Mafia et non plus de simple corruption. Il s'agit de mener une lutte contre les mafias avec la volonté de les décapiter et non plus seulement poursuivre des délinquants ; les
- b. Il ne s'agit plus de lutte anti-corruption mais de lutte anti mafia avec la mise en place d'un corps doté de pouvoirs judiciaires et policiers effectifs.
- c. A défaut, le Bianco et autre organisme de surveillance et de contrôle doivent sortir de la tutelle de l'exécutif
- d. Les prérogatives de la Cour des Comptes doivent être élargies et renforcées
- e. Propagation de l'information : publication massive en ligne des textes de gouvernement (études, rapports, décisions)
- f. Veiller à la qualité de Accès à l'information : la loi sur les médias et la loi sur la communication doit être finalisée
- g. Préserver la continuité de l'Etat ; conserver les acquis des agents de l'Etat ; caractériser les compétences, les valoriser et protéger les agents d'Etat compétents
- h. Verrouiller la loi électorale (listes, acheminement, résultats, recours ...) et le financement des campagnes et l'éligibilité des candidats

190. Recommandation 3 : Professionnaliser les acteurs de la de la Nation

- a. Institutionnaliser les partis ; Conforter leurs financements ; Renforcer leurs compétences
- b. Assurer la séparation des pouvoirs et en particulier du politique et de l'économique, mais aussi de l'armée et du politique et de l'économique,

191. Recommandation 4 : Rendre la parole aux Citoyens

- a. Exiger une loi pour faciliter les Class action et permettre l'engagement de procédures collectives (groupement de citoyens engageant une action en justice contre une institution, une organisation, un dirigeant)
- b. Redonner leur plein rôle et responsabilité locales aux fokonolona : qui doivent faire l'objet d'élection et non pas de désignation

192. Recommandation 5 : Eduquer les populations

- a. Relancer massivement les campagnes d'Alphabétisation et les suivre en évaluation pour les optimiser
- b. Assurer la Consolidation des valeurs. Répondre l'exigence de construire une histoire commune acceptée (cf réconciliation nationale)
- c. Renforcer le corps enseignant

193. Recommandation 6 : Exiger une décentralisation effective au niveau de la commune et de la Région

- a. Décentralisation des moyens (financiers, techniques)
- b. Décentralisation des capacités
- c. Décentralisation du pouvoir
- d. Décentralisation des moyens et non décentralisation administrative telle qu'actuelle.

Pourquoi les crises politiques sont-elles récurrentes à Madagascar ? Quels sont les facteurs de résilience à exploiter ? Réunie avec le soutien de la Banque mondiale à l'initiative de l'IEP Madagascar, de l'organisation de la société civile Liberty 32, du Centre de presse malagasy et d'ATW consultants, une cinquantaine d'analystes et d'experts malgaches de divers horizons a tenté de dégager des pistes de propositions au cours d'un colloque de trois jours (16-18 juin). Chercheurs universitaires, praticiens du développement, journalistes, représentants du secteur privé et de la société civile y ont participé. Le colloque a été précédé d'une phase de collecte d'opinions effectuée par Liberty 32, avec la collaboration d'ATW consultants.

Ce document regroupe les résumés des interventions ainsi que les conclusions des travaux de groupe.

L'ensemble du processus a bénéficié du soutien de la Banque mondiale, à travers son Centre sur les conflits, la sécurité et le développement (CCSD), avec la collaboration des experts du bureau de Madagascar. Toutefois, les opinions exprimées dans cet ouvrage, ainsi que les communications lors du colloque n'engagent que leurs auteurs, et ne sauraient en aucune manière être considérées comme reflétant l'opinion de la Banque mondiale, de l'IEP Madagascar, de Liberty 32, du Centre de presse malagasy et d'ATW consultants.

L'équipe d'organisation remercie toutes les institutions et personnes qui, de près ou de loin, ont apporté leur contribution pour que cette réflexion puisse être menée.

**Le présent document a été rédigé par Patrick Rakotomalala,
sous la supervision du Professeur Solofo Randrianja.**

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES MADAGASCAR
Bâtiment CFD/FJKM Ampandrana - Antananarivo 101
+261 20 22 345 64 +261 33 37 400 41 +261 34 07 400 51
secretariat@iep-madagascar.com
iep.mada@gmail.com